

**Art. 6.** L'arrêté royal du 10 août 2001 relatif à la durée du travail des ouvriers transporteurs routiers dans la commission paritaire de l'industrie du bois, est abrogé.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Pour la Ministre de l'Emploi, absente :  
Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,  
J. VANDE LANOTTE

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983, *Moniteur belge* du 15 décembre 1983.

Arrêté royal du 10 août 2001 *Moniteur belge* du 30 août 2001.

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 10 augustus 2001 betreffende de arbeidsduur van de werklieden wegvervoerders in het paritair comité voor de houtbewerking, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Minister van Werk, afwezig :  
De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,  
J. VANDE LANOTTE

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 15 december 1983.

Koninklijk besluit van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 2001.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2005 — 2169

[C - 2005/12204]

**10 AOUT 2005.** — Arrêté royal relatif à la durée du travail des travailleurs occupés aux activités de transport des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 19, alinéa 3, 2°;

Vu l'arrêté royal du 14 mars 2003 relatif à la durée du travail des travailleurs occupés aux activités de transport des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois;

Vu la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois;

Vu l'avis n° 38.419/1 du Conseil d'Etat donné le 26 mai 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux travailleurs occupés aux activités de transport des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois et à leurs employeurs.

**Art. 2.** Sont considérés comme travailleurs occupés aux activités de transport : les ouvriers, chauffeurs et accompagnateurs de poids lourds, qui sont titulaires d'un permis de conduire de catégorie C et CE.

Par activités de transport, on entend : le transport de biens pour le compte propre de l'entreprise ou pour le compte d'entreprises du même groupe, le chargement et le déchargement de ces biens, les actes administratifs relatifs à ces activités de transport.

Par « lieu de travail » on entend :

1. l'implantation de l'entreprise où le travailleur exerce ses activités et ses établissements annexes;

2. le véhicule dont le travailleur fait usage;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2005 — 2169

[C - 2005/12204]

**10 AUGUSTUS 2005.** — Koninklijk besluit betreffende de arbeidsduur van de werknemers tewerkgesteld aan vervoersactiviteiten van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren (PC 126) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 19, derde lid, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 maart 2003 betreffende de arbeidsduur van de werknemers tewerkgesteld aan vervoersactiviteiten van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren;

Gelet op de richtlijn 2002/15/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2002 betreffende de organisatie van de arbeidstijd van personen die mobiele werkzaamheden in het wegvervoer uitoefenen;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking;

Gelet op het advies nr. 38.419/1 van de Raad van State, gegeven op 26 mei 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de werknemers tewerkgesteld aan vervoersactiviteiten van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren en op hun werkgevers.

**Art. 2.** Worden beschouwd als werknemers tewerkgesteld aan vervoersactiviteiten : de werklieden, bestuurders en begeleiders van vrachtwagens die in het bezit zijn van een rijbewijs van de categorie C en CE.

Onder vervoersactiviteiten worden verstaan : het transporteren van goederen voor eigen rekening van de onderneming of voor rekening van ondernemingen van dezelfde groep, het laden en lossen van deze goederen, de administratieve handelingen met betrekking tot deze vervoersactiviteiten.

Onder « werkplek » wordt verstaan :

1. de locatie van de onderneming waarvoor de werknemer zijn activiteiten uitoefent en haar nevenvestigingen;

2. het voertuig waarvan de werknemer gebruik maakt;

3. tout autre lieu où des activités en lien avec les activités de transport sont exécutées.

**Art. 3.** Compte comme temps de travail la période entre le début et la fin du travail durant laquelle le travailleur est au travail, reste à la disposition de l'employeur et exécute ses tâches.

Cela veut dire :

1. le temps qui est employé à toutes les activités de transport routier, particulièrement :

a) conduire;

b) charger et décharger;

c) le nettoyage et l'entretien technique soit par le travailleur, soit par un tiers;

d) toutes les autres activités visant à assurer la sécurité du véhicule, du chargement et des passagers ainsi que pour être conforme aux obligations légales ou réglementaires directement liées au transport spécifique, en ce compris le contrôle des opérations de chargement et déchargement, et les formalités administratives auprès de la police, de la douane, des autorités de l'immigration, etc.

2. les périodes où le travailleur ne peut pas disposer librement de son temps et doit rester sur le lieu de travail, être prêt à travailler, alors que la durée de celles-ci n'est pas connue au préalable, par exemple les temps d'attente lors des chargements et des déchargements par des tiers.

**Art. 4.** Pour la détermination de la durée du travail, les deux catégories de temps improductif suivantes ne sont pas considérées comme du temps au cours duquel le travailleur occupé à des activités de transport est à la disposition de l'employeur :

1. les temps de disponibilité

Ce sont les périodes, autres que les pauses ou les temps de repos mentionnés à l'article 3 b) de la Directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement des temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier, durant lesquelles le travailleur ne doit pas rester sur le lieu de travail, cependant il doit être disponible afin de pouvoir répondre à un appel éventuel afin d'effectuer ou de reprendre un voyage ou d'exercer d'autres activités, dans la mesure du possible ces périodes et la durée d'attente sont communiquées au préalable au travailleur, soit avant le départ, soit avant le début effectif du temps de disponibilité, par exemple le temps d'attente et le temps qui n'est pas passé au volant dans un véhicule roulant, sur un bac ou en train.

Le temps de disponibilité est aussi le temps passé par le second chauffeur ou l'accompagnateur sur la couchette ou dans la cabine-couchette et ce, durant la conduite.

2. les périodes durant lesquelles le travailleur ne peut disposer librement de son temps et doit rester sur le lieu de travail, prêt à travailler, lorsque la durée de celles-ci est connue au préalable.

**Art. 5.** Sont également exclues de la notion de durée du travail les interruptions du temps de travail suivantes :

1. les interruptions obligatoires du temps de conduite imposées par la réglementation CE;

2. le temps consacré aux repas;

3. le temps dont le chauffeur ou l'accompagnateur peuvent eux-mêmes disposer;

4. le temps que le travailleur s'octroie;

5. la durée journalière de repos au sens de la réglementation CE.

**Art. 6.** Le travailleur, occupé sous contrat de travail auprès d'un ou plusieurs autres employeurs que celui pour lequel il exécute des activités de transport, fournira à celui-ci sur simple demande écrite l'information sur le temps de travail presté auprès de cet ou ces autre(s) employeur(s).

**Art. 7.** L'arrêté royal du 14 mars 2003 relatif à la durée du travail des travailleurs occupés aux activités de transport des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, est supprimé.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

3. iedere andere plaats waar activiteiten worden verricht die met de vervoersactiviteit verband houden.

**Art. 3.** Als arbeidstijd geldt de periode tussen het begin en het einde van het werk waarin de werknemer op het werk is, ter beschikking van de werkgever staat en zijn taken uitoefent.

Dit wil zeggen :

1. de tijd die wordt besteed aan alle wegvervoersactiviteiten, met name :

a) rijden;

b) laden en lossen;

c) schoonmaken en technisch onderhoud hetzij door de arbeider, hetzij door een derde;

d) alle andere werkzaamheden om de veiligheid van het voertuig, de lading of de passagiers te verzekeren alsook de werkzaamheden om te voldoen aan de wettelijke of bestuursrechtelijke verplichtingen die direct met het specifieke vervoer verband houden met inbegrip van het toezicht op laden en lossen, afwikkeling van administratieve formaliteiten bij politie, douane, immigratieautoriteiten enz.

2. de perioden waarin de werknemer niet vrij over zijn tijd kan beschikken en op de werkplek moet blijven, gereed om aan het werk te gaan wanneer de duur daarvan niet op voorhand bekend is, bijvoorbeeld de wachttijden bij laden en lossen door derden.

**Art. 4.** Worden voor de bepaling van de arbeidsduur niet als tijd beschouwd gedurende dewelke de werknemer tewerkgesteld aan vervoersactiviteiten ter beschikking staat van de werkgever, de volgende twee categorieën niet-productieve tijden :

1. de beschikbaarheidstijden

Dit zijn de perioden andere dan de pauzes of rusttijden vermeld onder art. 3 b) van de Richtlijn 2002/15/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2002 betreffende de organisatie van de arbeidstijd van personen die mobiele werkzaamheden in het wegvervoer uitoefenen, waarin de werknemer niet op de werkplek hoeft te blijven, doch beschikbaar moet zijn om gevolg te kunnen geven aan eventuele oproepen om de rit aan te vatten of te hervatten of om andere werkzaamheden uit te oefenen, voor zover deze perioden en de verwachte duur van tevoren aan de werknemer worden meegedeeld, hetzij vóór het vertrek, hetzij vóór het daadwerkelijke begin van de beschikbaarheidstijd, bijvoorbeeld de wachttijd en de tijd die niet aan het stuur wordt doorgebracht in een rijdend voertuig, op een veerboot of een trein.

Beschikbaarheidstijd is ook de tijd die de tweede bestuurder of de begeleider doorbrengt op de slaapbank of in de slaapcabine tijdens het rijden.

2. de perioden waarin de werknemer niet vrij over zijn tijd kan beschikken en op de werkplek moet blijven, gereed om aan het werk te gaan wanneer de duur daarvan op voorhand bekend is.

**Art. 5.** Worden eveneens van het begrip arbeidsduur uitgesloten, de volgende werktijdonderbrekingen :

1. de door de EG-reglementering opgelegde verplichte onderbrekingen van de rijtijd;

2. de tijd besteed aan de eetmalen;

3. de tijd waarover de bestuurder of de begeleider zelf mag beschikken;

4. de tijd die de werknemer zichzelf toeëigent;

5. de dagelijkse rusttijden in de zin van de EG-reglementering.

**Art. 6.** De werknemer die onder arbeidsovereenkomst tewerkgesteld is bij één of meer andere werkgevers dan deze bij wie hij de vervoersactiviteiten uitvoert, zal op diens eenvoudig verzoek schriftelijk de informatie bezorgen van de arbeidstijd gepresteerd bij deze of de andere werkgever(s).

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 14 maart 2003 betreffende de arbeidsduur van de werknemers tewerkgesteld aan vervoersactiviteiten van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Pour la Ministre de l'Emploi, absente :  
Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,  
J. VANDE LANOTTE

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

Arrêté Royal du 14 mars 2003, *Moniteur belge* du 14 mai 2003.

**Art. 9.** Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Minister van Werk, afwezig :  
De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,  
J. VANDE LANOTTE

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

Koninklijk besluit van 14 maart 2003, *Belgisch Staatsblad* van 14 mei 2003.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2005 — 2170

[C — 2005/12203]

**10 AOUT 2005.** — Arrêté royal relatif à la durée du travail des travailleurs mobiles occupés dans les entreprises de transport de chose (CP 140) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 16, alinéa 3, l'article 19, alinéa 3, 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, remplacé par l'arrêté royal n°225 du 7 décembre 1983 et modifié par la loi du 22 janvier 1985;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1986 relatif à la durée du travail de certains travailleurs occupés dans les entreprises de transport de choses;

Vu la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport;

Vu l'avis n° 38.415/1 du Conseil d'Etat donné le 26 mai 2005, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux travailleurs mobiles ressortissant à la Commission paritaire du transport et s'occupant de transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et de la manutention de choses pour compte de tiers à l'exclusion des entreprises de déménagements, garde-meubles et leurs activités connexes.

**Art. 2.** Pour la détermination de la durée du travail, ne sont pas considérés comme du temps de travail :

1. le temps de disponibilité comme prévu à l'article 3, *b*) de la Directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier, à savoir :

a) les périodes autres que celles relatives aux temps de pause et aux temps de repos durant lesquelles le travailleur n'est pas tenu de rester à son poste de travail, mais doit être disponible pour répondre à des appels éventuels lui demandant d'entreprendre ou de reprendre la conduite ou d'effectuer d'autres travaux;

b) les périodes pendant lesquelles le travailleur accompagne un véhicule transporté par ferry-boat ou par train;

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2005 — 2170

[C — 2005/12203]

**10 AUGUSTUS 2005.** — Koninklijk besluit betreffende de arbeidsduur van de mobiele werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen van goederenvervoer (PC 140) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 16, derde lid, artikel 19, derde lid, 1<sup>o</sup>, en artikel 24, § 1, 2<sup>o</sup> vervangen bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en gewijzigd bij de wet van 22 januari 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1986 betreffende de arbeidsduur van sommige werklieden tewerkgesteld in de ondernemingen van goederenvervoer;

Gelet op de richtlijn 2002/15/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2002 betreffende de organisatie van de arbeidstijd van personen die mobiele werkzaamheden in het wegvervoer uitoefenen;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer;

Gelet op het advies nr. 38.415/1 van de Raad van State, gegeven op 26 mei 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de mobiele werknemers van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het vervoer ressorteren en die zich inlaten met het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en met de goederenbehandeling voor rekening van derden, de verhuisondernemingen, meubelbewaring en hun aanverwante activiteiten uitgezonderd.

**Art. 2.** Voor de vaststelling van de arbeidsduur worden niet als arbeidstijd beschouwd:

1. de beschikbaarheidstijd zoals bepaald in artikel 3, *b*) van de Richtlijn 2002/15/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2002 betreffende de organisatie van de arbeidstijd van personen die mobiele werkzaamheden in het wegvervoer uitoefenen, dat wil zeggen:

a) andere periodes dan pauzes of rusttijden, waarin de werknemer niet op de werkplek hoeft te blijven, doch beschikbaar moet zijn om gevolg te kunnen geven aan eventuele oproepen om de rit aan te vatten of te hervatten, of om andere werkzaamheden uit te voeren;

b) de periodes waarin de werknemer een per veerboot of trein vervoerd voertuig begeleidt;